

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 27/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES & MATERIAUX SUD-EST - CMSE**

RTE DE BEDARIEUX  
34600 CARLENCAS-ET-LEVAS

Références : UD34/H3/MT/2023/073  
Code AIOT : 0006600941

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2023 dans l'établissement CARRIERES & MATERIAUX SUD-EST - CMSE implanté RTE DE BEDARIEUX 34600 CARLENCAS-ET-LEVAS. L'inspection a été annoncée le 13/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES & MATERIAUX SUD-EST - CMSE
- RTE DE BEDARIEUX 34600 CARLENCAS-ET-LEVAS
- Code AIOT : 0006600941
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée jusqu'à 2033 pour une production maximale de 50000 t/an. Les matériaux sont traités dans les installations situées sur le même site, et qui reçoivent également les matériaux de la carrière MEAC qui est contiguë.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Aire de ravitaillement et prévention de la pollution des eaux
- Phasage d'exploitation et de remise en état

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- avec suites administratives :
  - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
  - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
  - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- sans suite administrative.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Aire de ravitaillement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Lettre de suite préfectorale	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Procédure d'alerte en cas de pollution	Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 6.4.2	Lettre de suite préfectorale	30 jours
3	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 6.3.8	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives sont à mener du point de vue de la prévention de la pollution des eaux souterraines.

Le phasage des travaux et de la remise en état n'est pas respecté et doit également faire l'objet d'une remise à niveau.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Aire de ravitaillement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire de ravitaillement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 18.1 Prévention des pollutions accidentelles</p> <p>I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <p>100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir;</p> <p>50 p. 100 de la capacité des réservoirs associés. [...]</p> <p>III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.</p> <p>Article 18.2.3. Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage):</p> <p>I. - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le pH est compris entre 5,5 et 8,5;</li> <li>- la température est inférieure à 30 °C;</li> <li>- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105);</li> <li>- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101);</li> <li>- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114). [...]</li> </ul> <p>II. - Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</p>
<p><b>Constats :</b> Il a été constaté la présence d'une cuve de GNR sur rétention, à coté de laquelle se trouve une aire bétonnée sur laquelle sont réalisées les opérations de ravitaillement.</p> <p>Des kits d'intervention en cas de pollution sont présents.</p>

Toutefois, les caniveaux de l'aire de ravitaillement sont en communication directe avec le milieu naturel, ne permettant pas la rétention des éventuels écoulements, ni d'assurer le respect des valeurs limites de rejet des eaux de ruissellement sur la dalle. Une mise en conformité est donc demandée, par la suppression du rejet direct au milieu naturel (absence de possibilité de récupération au point bas, ou de traitement préalable au rejet).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 2 : Procédure d'alerte en cas de pollution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 6.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'alerte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan d'alerte doit être établi afin de gérer toute pollution éventuelle. Ce plan fait mention des coordonnées des exploitants des captages pour l'alimentation en eau potable qui devront être immédiatement et directement avertis en cas de pollution sur le site.
<b>Constats :</b> Une procédure d'alerte existe mais ne fait pas mention des coordonnées des exploitants des captages pour l'alimentation en eau potable. Il est demandé d'adapter cette procédure pour la mettre en conformité avec la prescription réglementaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 3 : Remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 6.3.8
<b>Thème(s) :</b> Phasage de travaux et de remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité (exploitation de la carrière) conformément au dossier relatif à la demande d'autorisation. Les travaux de remise en état du site dont l'ancienne couverture terreuse a été retirée ne peuvent conduire à une remise en état agricole ou forestière. Ils consisteront en une réinsertion paysagère du site avec les terrains alentours en estompant les aspects géométriques résultants de l'exploitation et en un aménagement écologique des lieux en reconstituant une diversité des milieux naturels. Ils seront menés de façon coordonnés avec l'exploitation. A l'issue de l'exploitation, la carrière laissera un site ouvert, aux franges végétalisées pour une bonne intégration avec les boisements denses de pins noirs alentours. Le site sera ensuite progressivement colonisé par des plantations arbustives qui se développeront pour former un matoral arborescent identique à celui observé aux alentours. L'emprise de la carrière comportera au final une grande variété topologique comprenant des fronts résiduels d'une hauteur de 10 m au maximum, des zones de replats sur les carreaux et les banquettes, des pentes plus ou moins douces pour les fronts qui seront talutés en pied ou sur toute leur hauteur. Les cônes d'effondrement de fines sableuses présents jusqu'au pied des fronts de tailles, seront conservés et dans certains cas végétalisés. Les talutages seront exclusivement réalisés à partir des stériles ou inertes de la carrière afin d'éviter l'intrusion de plantes invasives en cas d'apports de terres extérieures. Des amas rocheux seront laissés çà et là avec des blocs de différentes tailles de façon à offrir des cavités marquées, adaptées à une grande diversité d'espèces. Un décompactage ponctuel du carreau de la carrière permettra de favoriser l'enracinement

pérenne de la végétation et les terres de décapages actuellement stockées seront régaliées. Sur certaines zones de talus, des plantations d'espèces arbustives et arborescentes viendront compléter l'ensemencement.

Les installations de traitement de matériaux sont démontées. Les différents équipements sont évacués et les ferrailles, déchets métalliques ou de toutes nature, sont éliminés via des filières agréées.

En synthèse, la remise en état de la carrière sera effectuée selon le plan de principe figurant dans l'étude d'impacts de la demande et permettant une colonisation à terme par différentes végétations et permettant de créer un complexe d'habitats favorable à une diversité biologique.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter et doit être conforme au plan de remise en état annexé.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au Préfet.

**Constats :** Il est constaté que le phasage de l'exploitation et de la remise en état prévu dans le dossier d'étude d'impact n'est pas suivi.

En particulier les "pointes" situées au Nord et et au Nord-Ouest, c'est à dire de part et d'autre de la zone délaissée pour la protection du pin de Salzmann, n'ont pas fait l'objet d'une extraction jusqu'à la cote minimale autorisée, et n'ont donc pas encore été réhabilitées (la remise en état aurait dû être finalisée pour la zone Nord-Est à T+10 c'est-à-dire en 2023). L'extraction est actuellement menée sur la partie centrale, dont l'approfondissement jusqu'à 298 m NGF aurait dû être mené après l'exploitation des zones précitées.

Il est donc demandé à CMSE de transmettre à l'inspection les modalités qu'il prévoit pour respecter le phasage du dossier, que ce soit pour l'extraction et la remise en état, et de donner les éléments d'appréciation sur l'incidence éventuelle concernant le montant des garanties financières.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 30 jours